



## Développement territorial en Amazonie : défis et enjeux

Richard Pasquis, Maira Le Moal, Laurent Micol, João Andrade, José Alesando

### ► To cite this version:

Richard Pasquis, Maira Le Moal, Laurent Micol, João Andrade, José Alesando. Développement territorial en Amazonie : défis et enjeux. Territoires et Sociétés dans les Amériques, Nov 2007, Rennes, France. 9 p. halshs-00267604

**HAL Id: halshs-00267604**

**<https://shs.hal.science/halshs-00267604>**

Submitted on 1 Apr 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Développement territorial en Amazonie : défis et enjeux

Richard Pasquis<sup>1, A</sup>

Maira Le Moal<sup>2, B</sup>

Laurent Micol<sup>3, C</sup>

João Andrade<sup>3, D</sup>

José Alesando<sup>3, E</sup>

<sup>1</sup> CIRAD département "Environnements et Sociétés", et  
Centro de Desenvolvimento Sustentável - Fundação Universidade de Brasília  
SHS, Quadra 5, Bloco H, Edifício IBAMA, Brasília DF  
[pasquis@cirad.fr](mailto:pasquis@cirad.fr)

<sup>2</sup> ENSAT,  
[maira.lemoal@gmail.com](mailto:maira.lemoal@gmail.com)

<sup>3</sup> ICV - Instituto Centro De Vida  
Avenida Ariosto da Riva  
78580-000 Alta Floresta Mato Grosso (Brésil),  
[laurent@icv.org.br](mailto:laurent@icv.org.br), [joao@icv.org.br](mailto:joao@icv.org.br), [jalesando@icv.org.br](mailto:jalesando@icv.org.br)

<sup>A</sup> Chercheur, coordinateur technique du Projet « *Dialogos* ».

<sup>B</sup> Etudiante

<sup>C</sup> Coordinateur technique de l'ICV

<sup>D</sup> Coordinateur technique du Projet *Diálogos* pour l'ICV

<sup>E</sup> Responsable du Projet GESTAR pour l'ICV.

**Résumé :** Après à peine vingt ans, le modèle de « mise en valeur » appliqué en Amazonie montrait déjà ses limites et ses conséquences sociales et environnementales. Les politiques publiques et instruments de commande et contrôle qui y furent appliquées n'ont pas réussi à renverser cette dynamique. La nouvelle approche de développement territorial proposée par le gouvernement Lula, loin d'être une simple étape pour atteindre le développement durable, présente une évolution significative. Il exige une remise en cause des politiques publiques traditionnelles et attribue un rôle structurant à la société. Cette innovation exige des changements conceptuels et des adaptations méthodologiques que l'on peut considérer comme une véritable révolution paradigmatique. Partant de l'hypothèse que c'est le déficit de dialogue entre les acteurs qui est à l'origine de la plupart des problèmes qui affectent la région, la méthode adoptée dès 2005 par le projet « *Diálogos*<sup>1</sup> », consiste à augmenter les niveaux de gouvernance territoriale par le renforcement des espaces de dialogue. L'objectif de cette communication est de présenter les premiers résultats du processus de développement territorial d'une des microrégions du projet : le « *portal da Amazônia* ».

**Mots-Clés :** Gouvernance territoriale, Mato Grosso (Amazonie brésilienne), politiques environnementales, dialogue, recherche-action.

---

<sup>1</sup> Les auteurs sont ensemble partenaires du Projet « *Diálogos* » cofinancé par l'Union Européenne et mis en oeuvre dans trois microrégions de l'Amazonie brésilienne conjointement avec l'IPAM, l'ICV et le WWF qui est le leader du consortium.



## Introduction

Après environ un demi-siècle d'occupation de la région amazonienne, force est de constater que le résultat économique est loin de compenser les coûts socio-environnementaux (Pasquis *et al*, 2001).

Faut-il incriminer les politiques publiques ? L'avidité du capital ? La globalisation qui n'est cependant pas une nouveauté en Amazonie depuis les cycles de la « *borracha* » ou des « drogues du sertão » ?

Annoncé en 1992, à l'occasion de la conférence des Nations Unies pour l'environnement, comme laboratoire en vraie grandeur du développement durable, quinze ans après peu de signes avant-coureurs semblent annoncer un changement significatif dans les affaires amazoniennes.

Est-ce à dire que les politiques publiques ont peu de prise sur la région ? Qu'elles sont inefficaces ? Qu'entre les « conservationnistes » et les « développementistes », la résultante ne change pas ? Ou encore, que ce résultat ne dépend tout simplement pas des politiques gouvernementales mais d'une dynamique privée ?

Cette question de l'(in)efficacité des politiques publiques et de la gouvernance est au cœur même de la problématique du développement durable en Amazonie (Vargas, Pasquis, 2006).

Les exemples sont légion qui mettent en évidence ce constat d'impuissance des pouvoirs publics et ces messages brouillés qui invitent à la désobéissance civique et qui renforcent la tradition du « fait accompli ».

En fait à part les discours et les déclarations des gouvernements successifs, rien ne change et ne changera probablement vraiment sans aller au-delà des demi-mesures et renouveler l'approche et les outils des politiques publiques.

C'est l'hypothèse principale du projet Diálogos afin de sortir de l'étroitesse des politiques sectorielles, de la marginalisation des politiques environnementales, de rétablir la cohérence entre les politiques et leurs outils et surtout de donner plus d'efficacité aux politiques de développement territorial (Weiss, Vliet, Pasquis, 2006).

Ces dernières devraient proposer des méthodes concrètes pour contrôler l'appropriation de l'espace, l'usage des ressources naturelles et promouvoir la négociation entre acteurs. C'est ce défi, que les expériences de développement territorial<sup>2</sup> implantées par le Ministère du Développement Agricole – MDA, devraient relever, en tant que propositions concrètes de coordination et d'intégration des politiques publiques, au sein d'espaces géographiques délimités et marqués par un processus structurant d'action sociale<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Le développement territorial est un processus intégrateur et auto-générateur qui prend en compte les dimensions économiques, politico-institutionnelles, socioculturelles et environnementales des territoires.

<sup>3</sup> Le Capital social est l'ensemble des normes qui régulent la vie de la cité, de la confiance entre acteurs et des réseaux associatifs qui améliorent l'efficacité de l'organisation sociale grâce à la promotion d'initiatives prises d'un commun accord. C'est un concept situationnel et dynamique qui exige une vision large de l'action sociale, pas tant comme la conséquence de valeurs héritées, que comme la production d'innovations par le biais de l'interaction sociale et le développement de nouvelles formes de coopération.



## **1. La régulation environnementale en Amazonie**

### **1.1. Des politiques environnementales de contrôle de la déforestation...**

En Amazonie, les politiques environnementales se sont rapidement focalisées sur le thème majeur du contrôle de la déforestation à contre-courant des politiques sectorielles qui favorisaient en grande partie l'occupation de l'espace par des activités incompatibles avec la forêt et donc à l'origine de sa disparition. Cette désarticulation a rapidement été ressentie par le Ministère de l'environnement (MMA) qui avait la responsabilité officielle, depuis la conférence de Rio 92', d'implanter un autre modèle de développement dans la région ; plus durable (Saragoussi *et al.*, 2005). Le Secrétariat de Coordination à l'Amazonie (SCA) a été créé pour cela. Mais situé au sein du Ministère de l'environnement, il a toujours été perçu comme un empêcheur de développer en rond ! Cette situation de marginalisation du MMA et du SCA explique en partie sa position défensive et face à l'urgence de la situation qui chaque année, à l'annonce des taux de déforestation de l'année antérieure, met le Brésil au ban des accusés, peut aussi justifier que le gouvernement ait puisé sans compter dans la gamme des outils de commande et de contrôle.

### **1.2. ... Alors que les approches de commande sont particulièrement questionnables dans une économie de frontière (Becker, *et al.* 1990)**

L'application de la panoplie des outils de commande se heurte au problème de taille que représente la situation foncière amazonienne totalement désorganisée. La question foncière est un facteur-clé à l'origine des conflits socio-environnementaux dans toute la région. On peut distinguer deux éléments principaux : 1) le flou de la situation foncière de grandes portions de terres ; 2) les normes et la jurisprudence foncière qui favorisent systématiquement l'occupant au détriment du propriétaire et utilisent le déboisement pour caractériser la possession et justifier dans le futur la reconnaissance par l'Etat du droit de propriété. En absence de cadastre et de plans fonciers, les terres publiques sont accaparées indûment devant des autorités démunies d'information et de moyens, mais surtout en sous-effectif face à l'ampleur de la tâche et les dimensions de la région. Par ailleurs la commande coûte cher et peut difficilement être financée du fait de la forte contention des dépenses publiques et du manque de dotations budgétaires pérennes notamment dans le secteur de l'environnement. Les bureaux décentralisés sont les premiers touchés par les restrictions budgétaires. L'Institut brésilien des ressources naturelles et de l'environnement (IBAMA) et son équivalent dans l'état du Mato Grosso, le Secrétariat à l'environnement (SEMA) manquent chroniquement de ressources pour des nécessités aussi basiques que papier ou téléphone, ce qui n'encourage pas à l'efficacité du service public et fait que les politiques ne se concrétisent pas sur le terrain. Cette situation de pénurie, d'ailleurs, est en fort contraste avec les opérations de contrôle ponctuelles (et médiatiques) réalisées par l'IBAMA de Brasília et par la Police Fédérale.



### 1.3. Le système d'autorisation environnementale

Face à cette situation et puisqu'il est difficile d'identifier les contrevenants, en 1998, le gouvernement du Mato Grosso, décide d'implanter une technique de contrôle, labellisé en 1999 comme « Système d'autorisation environnementale des exploitations rurales » (*Sistema de Licenciamento Ambiental de Propriedades Rurais – SLAPR*), sans remettre en cause son approche, ni sa méthode. Il consiste entre autres, à délivrer des autorisations de déforestation sur la base d'images satellites où est reproduit l'exploitation agricole (Azevedo, Pasquis, 2006).

Alors que le SLAPR s'étend à plusieurs centaines d'exploitations agricoles et malgré quelques avatars de maquillage des images satellites, vite punis, les résultats se font toujours attendre. Dans les faits, il ne fonctionne pas comme système, c'est tout juste un outil, sans articulation avec d'autres méthodes et les autres politiques.

Dans la logique « observation/suivi -> autorisation -> contrôle » le plus dur est à venir et c'est là où le bât blesse. Il faut pouvoir responsabiliser le contrevenant aussi bien administrativement que sur le plan civil et criminel. Or les amendes sont très faibles et bien en deçà du revenu espéré par la production de la terre indûment déboisée. Les procédures judiciaires peuvent durer jusqu'à dix ans. C'est à dire que l'impunité est la règle. Dans le territoire du « *Portal da Amazônia*<sup>4</sup> », notamment, le résultat en est la multiplication des déboisements clandestins de grandes dimensions, qui représentent la majeure contribution au déboisement total.

## 2. Gouvernance territoriale : de nouvelles perspectives ?

### 2.1. L'environnement : une Politique de gouvernement

La politique environnementale du programme du gouvernement Lula se veut une véritable politique d'État. Afin de réaliser cette intégration dans tous les secteurs, le maître mot en est la « transversalité ». Cette politique repose aussi sur le contrôle social, le développement économique et le renforcement du secteur, grâce à la mise en valeur et au renforcement d'un système national environnemental (De Mello, Pasquis, Théry, 2004).

Un des exemples en est le programme de combat de la déforestation qui intègre les actions de 13 ministères au sein d'un groupe de travail (GT) permanent coordonné par le Cabinet de la Présidence de la République.

De nombreux accords interministériels (avec le ministère du Développement Agraire, MDA, le MIN, le ministère des Mines et Energie – MME, etc.), concernant des mesures de contrôle et de licences environnementales, de réorientation du crédit rural, d'aménagement du territoire et de planification stratégique pour la construction d'infrastructures ont déjà été mis en place. Mais là où le gouvernement était le plus attendu, c'était probablement dans le domaine des « infrastructures pour le développement » (De Mello, Pasquis, Théry, 2005). Un exemple stimulant est celui du projet de goudronnage de la route *Cuiabá-Santarém* (BR 163) pour lequel une grande mobilisation a eu lieu. La discussion du projet est accompagnée de mesures innovantes en matière de zonage, de développement régional et d'actions intersectorielles concertées, avec la création d'un « consortium social de gestion ».

---

<sup>4</sup> La région du « *Portal da Amazônia* » est un des projets de territoire du MDA et une des trois microrégions du projet *Diálogos*.

L'innovation principale consiste à inverser la logique selon laquelle la décision de l'infrastructure précède toute réflexion sur le développement de sa région d'influence. C'est ainsi que les GT gouvernementaux et de la société civile organisée autour de la question de la BR 163, ont pour tâche de transformer le projet initial de route en un projet de développement régional.

## 2.2. Le développement territorial Une large participation sociale

Le développement territorial n'est pas une notion nouvelle, mais c'est peut-être la première fois qu'elle est proposée à un niveau aussi élevé de l'état avec notamment la création du nouveau secrétariat d'état au développement territorial (SDT-MDA) et à l'échelle d'un « pays continent ».

Avec le développement territorial, le gouvernement Lula, compte relever trois défis : améliorer l'intégration des politiques sectorielles, obtenir que l'environnement ne soit plus l'exclusivité d'un ministère, mais une préoccupation de toutes les politiques sectorielles et concrétiser une véritable politique de planification régionale et territoriale (Saragoussi *et al.*, 2005).

Par cette approche de développement territorial, les pouvoirs publics reconnaissent l'importance de la participation, le protagonisme et l'autonomie de la population locale et des institutions, la planification ascendante, le rôle économique central des services environnementaux des aires protégées et de la multifonctionnalité de l'agriculture.

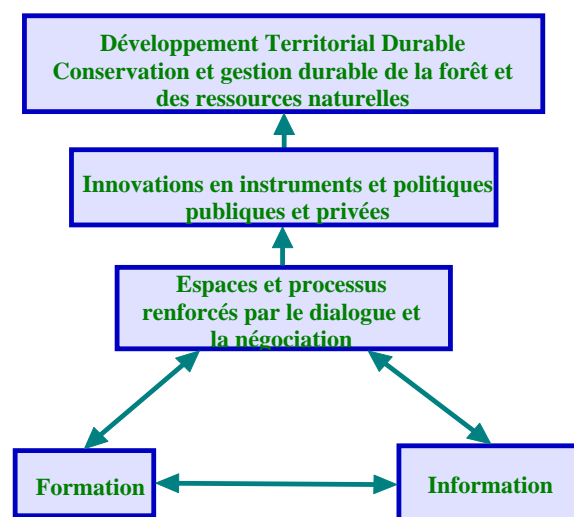
Si le capital social est posé au sein du dispositif du développement territorial, afin notamment de garantir l'équité tout au long du processus, la durabilité en est assurée par une bonne gestion de l'environnement, la compétitivité économique du territoire assurée par la mise en valeur de ses avantages comparatifs et notamment de ses services environnementaux et la gouvernance<sup>5</sup> permet de renforcer le développement institutionnel.

## 3. Des premiers éléments de résultats

### 3.1. La proposition du Projet *Diálogos*

Partant de l'hypothèse que c'est en grande partie le déficit de dialogue et de règles entre les acteurs qui est à l'origine de la plupart des problèmes qui affectent le développement territorial, la méthode adoptée dès 2005 par le projet « *Diálogos* », consiste à augmenter les niveaux de gouvernance territoriale par le renforcement des espaces de dialogue. Pour ce faire nous proposons aussi de fournir une meilleure information et de corriger les asymétries entre les acteurs par des formations ciblées.

Ces trois actions en constituent la trame méthodologique (ci-contre). Elles devraient par



<sup>5</sup> Gouvernance environnementale en tant qu'ensemble des processus sociaux, politiques, économiques et administratifs, formels et informels, associés à des intérêts et règles, par lesquels les acteurs sociaux négocient et définissent l'accès et la gestion des ressources naturelles et leur relation avec l'environnement apparaît comme l'axe central de cette nouvelle révolution en matière de planification régionale.



ailleurs permettre de proposer des innovations en matière de politiques publiques et de stratégies privées afin de réunir les conditions pour un développement territorial durable et une gestion rationnelle des ressources naturelles.

### 3.2. Disparité des situations et résultats similaires

Les trois microrégions initialement choisies par le projet sont aussi l'objet de projets de développement territorial du MDA. Celle du « *Portal da Amazônia* », dans le Mato Grosso est nettement en avance par rapport aux deux autres du Para : « *Baixo Amazonas* » et de la « *BR-163* ». Tout en présentant aussi des problématiques et caractéristiques très différentes, les processus actuels de développement territorial présentent des similitudes qui nous amènent à supposer que certains des problèmes ou des résultats actuels sont à imputer à la méthode utilisée.

Au-delà du questionnement logique de la pertinence du concept de territoire dans un espace en construction et aux dimensions démesurées, ce qui est plus préoccupant, c'est l'unicité de la proposition du MDA dans des contextes aussi différents.

Alors que dans le Portal les processus de regroupement des municipes dits du « *nortão* » sont relativement anciens, jusqu'à se stabiliser sous sa configuration actuelle, dans le Para et notamment dans la région d'Itaituba (territoire de la BR-163) on assistait encore il y a peu au processus de « *municipalisation* », c'est à dire de subdivision des grands municipes en unités plus petites indépendantes (Le Moal, 2007).



Figure 2 : La division du municipe d'Itaituba

Ce processus, classique en Amazonie, correspond au vieillissement de la frontière et à la structuration de l'espace géographique qui se fait d'autant plus rapidement que la pression et les intérêts politiques sont forts. Si dans le *Portal* donc, la proposition de développement territorial semble aller dans le sens des processus sociaux, pour le territoire de la BR-163 la situation est plus ambigu. Bien que l'émancipation aille à l'inverse de leur nécessaire réunion au sein du projet de développement territorial, le fait que ces nouveaux municipes aient appartenus à la même entité est par contre positif.



Figure 1 : Les trois microrégions d'intervention du Projet Diálogos : 1 « *Baixo Amazonas* », 2 « *BR-163* », 3 « *Portal da Amazônia* »



COMMUNES	ACTE DE CREATION	DATE D'INSTALLATION
Itaituba	23/03/1900	
Aveiro	29/12/1961	Restauré en 10/04/1962
Rurópolis	10/05/1988	01/01/1989
Trairão	13/12/1991	01/01/1993
Novo Progresso	13/12/1991	01/01/1993
Jacareacanga	13/12/1991	01/01/1993
Placas	20/12/1993	01/01/1997

Tableau 1 : Dates de création et d'installation des municipes du territoire de la BR-163 (Source: IBGE).

Si ce débat est important, c'est parce que le sentiment d'appartenance et d'homogénéité culturelle, font partie des critères forts d'un projet de développement territorial. Les phénomènes migratoires plus ou moins récents dans ces régions d'Amazonie et ce processus d'autonomie des municipes est donc à regarder de très près. Or malheureusement trop souvent le temps manquant, les institutions en charge de promouvoir les projets de développement territorial bâclent souvent cette étape de vérification de l'authenticité des processus d'action collective et de l'état du capital social. Dans le cas de la BR-163, le projet a été implanté dans l'urgence des échéances politiques du projet de développement durable de la route BR-163 que le gouvernement central s'était engagé à livrer en fin de mandat du gouvernement Lula. Il en résulte l'impression d'un projet imposé du haut vers la bas, avec une très étroite participation sociale. Le concept de développement territorial et les objectifs du projet sont à rappelés constamment aux acteurs qui étaient supposés être à l'origine de la proposition. Dans le portal, bien que les acteurs actuels soient aussi le fruit d'une immigration en provenance du sud, l'organisation privée de la colonisation, l'origine géographique commune de la plupart d'entre eux et une certaine homogénéité dans leurs activités, font que leur récente appartenance au territoire ne soit pas un facteur limitant. Par contre dans la BR-163, la disparité dans les origines et notamment un certain racisme envers les colons d'origine « *maranhense* » (de l'état du Maranhão) et dans les activités notamment avec la prédominance de l'extraction minière est un véritable problème à l'adhésion massive au même projet de développement territorial. Par contre, l'extrême maturité politique et l'union dans les luttes syndicales de la région notamment contre les grands propriétaires est une condition essentielle en matière d'action collective et de bien commun qui est extrêmement positive.

Ce qui est commun et relativement problématique aux projets de développement territorial analysés et notamment le Portal et la BR-163, c'est que les activités productives et de développement économique prédominent largement par rapport aux autres dimensions environnementale et sociale du développement durable. Une autre critique commune à tous les projets de développement territorial du MDA, c'est que seuls les acteurs de l'agriculture familiale sont concernés. Or il est difficilement envisageable qu'un développement territorial se réalise sans prendre en compte tous les acteurs sur la base d'un projet commun fruit d'un processus de dialogue et de compromis entre toutes les parties. Enfin, pour des raisons politiques de la première gestion du gouvernement PT et face à l'incertitude des prochaines échéances électorales, le gouvernement fédéral a fait l'économie des alliances avec les autres niveaux, états fédérés et municipes, de l'administration en travaillant directement avec les mouvements sociaux du niveau local. Si cette stratégie a permis, dans un premier temps, d'implanter rapidement des projets qui bon an-mal an fonctionnent correctement, par contre elle a provoqué des réactions adverses des politiques locaux et des initiatives notamment en terme de consortiaux de municipes dont l'objectif est souvent de contrecarrer les projets du MDA, très marqués politiquement à gauche.





### Conclusions

Malgré ses lacunes et notamment son manque de tran-sectorialité, la politique de développement territorial du MDA est une initiative qui devrait permettre de mettre en place un nouveau modèle de développement pour l'Amazonie. Son initiative récente d'implanter des territoires citoyens et de se responsabiliser pour coordonner toutes les politiques publiques en leur sein est à saluer. Il manque cependant encore un énorme effort d'articulation et d'intégration de toutes les initiatives qui peu ou prou traitent de développement territorial. Il ne faut pas oublier qu'initialement le choix du gouvernement central pour le thème intégrateur du territoire et pour les politiques territorialisées était justement de s'attaquer à la désarticulation des politiques contradictoires et obliger les institutions à se coordonner et à abandonner leur approche sectorielle pour une vision plus globale des problèmes.

On constate cependant de véritables tentatives d'améliorer les politiques de commande, en introduisant des consultations préalables et en prenant en compte l'importance des processus progressifs d'adaptation des acteurs. Cependant, l'idée de dialogue ample de politiques est encore récente au Brésil. Dans cette perspective, force est de constater que les processus de consultation citoyenne sont plus pratiqués dans les principaux centres urbains que dans les zones rurales, particulièrement les zones les plus convulsionnées de l'Amazonie. Les tentatives de concertation dans le cadre du « plan de développement durable de la BR-163 » ou de dialogue réunissant les parties en conflit dans le Territoire « *Portal da Amazonia* » n'en sont que plus remarquables. Cette dernière illustre le potentiel d'une forme originale de tertiatisation, celle dans laquelle une partie des politiques publiques puisse être mise en œuvre en mobilisant la société civile. Cependant, la plupart des innovations en matière de politiques publiques dépendent de niveaux de confiance élevés entre les différents acteurs. Or, établir puis consolider la confiance exige le dialogue, la parole tenue et un compromis contre les solutions violentes. Il conviendra donc de contribuer à la consolidation de processus de dialogue dans des conditions où la confiance mutuelle est une ressource rare, sinon la plus rare. Dans de nombreux cas, le dialogue pourra être amorcé par l'accès à l'information et la formation, de préférence dans les situations locales où le dialogue semble une alternative viable à la continuation des stratégies de confrontation. Face à ces défis, les perspectives de rétablir ou de consolider les dialogues, intégrant les dimensions de la réalité locale dans les politiques environnementales, méritent d'être explorées : c'est l'objectif du projet *Diálogos* qui vient de débiter.

Enfin il conviendrait aussi de multiplier les mesures d'accompagnement et la conception et mise en œuvre de nouveaux instruments d'incitation économique. Bien que les mesures incitatives économiques n'aient pas encore été pleinement déployées, il existe un potentiel au niveau des mesures telles que conditionner la répartition des dépenses publiques à des critères environnementaux ; établir de manière systématique les liens entre politiques macro-économiques et effets environnementaux ; le paiement pour services environnementaux (politiques reconnaissant la multifonctionnalité des espaces ruraux) ; appuis spécifiques aux exploitations forestières qui s'engagent dans la mise en œuvre de processus de production durables. C'est aussi le cas de l'*ICMS Ecológico* (ou TVA écologique), un mécanisme qui assure que 5% de la distribution entre les municipalités de la TVA recueillie soit fonction de la proportion d'aires protégées sur leur territoire.

Enfin, les tentatives d'innover les politiques publiques environnementales en Amazonie brésilienne devront vaincre de nombreux défis. Le défi le plus important restera celui d'inverser l'asynchronisme entre la vitesse des processus de dégradation et notamment de déforestation, par rapport à la lenteur des processus de prise de conscience socio-environnementale des acteurs, qui progresse malgré les inerties..



### Bibliographie

- Alencar A., Hauff S.N., Micol L., Pasquis R., Van Vliet G. et Weiss J., (2005) : *“Politiques environnementales, conflits et dialogues dans le Territoire « Portal da Amazônia » (Mato Grosso, Brésil)”* in **Journées de la SFER 2005**, Les institutions du développement durable des agricultures du Sud, Montpellier : 7,8,9 Novembre 2005
- Azevedo A. A. et Pasquis R., (2006) : *“O licenciamento como estratégia de controle do desmatamento ilegal: a experiência do Mato Grosso”*. In **52e Congrès International des Américanistes**, CIEN 14: Viajes en los terruños de la gobernabilidad: límites e innovaciones en la teoría y la práctica de las políticas ambientales en America Latina. 17- 21 juillet, 2006 - Séville, Espagne, 23 p.
- Becker K. B., Miranda M., Machado L. O., (1990) : **Fronteira Amazônica, questões sobre a gestão do território**, UnB, UFRJ, 219p.
- De Mello N. A., Pasquis R., Thery H., (2004) : *“L’Amazonie « durable » de Marina Silva.”* in **Pour comprendre Le Brésil de Lula**, Institut universitaire de France, Université Robert Schuman-Institut d’Études Politiques, Paris, pp 169-185.
- De Mello N. A., Pasquis R., Thery H., (2005) : *“A Amazônia de Marina e Lula.”* in **Amazônia sustentável, desenvolvimento sustentável entre políticas públicas, estratégias inovadoras e experiências locais**, Terra Mater, Garamond, Rio de Janeiro, pp. 45-62.
- Le Moal M., (2007) : *“Território da BR-163: o desafio de se pensar o desenvolvimento territorial numa fronteira da Amazônia brasileira.”*, **Relatório de trabalho de conclusão de curso de engenheiro agrônomo**, março-setembro de 2007, ENSAT, Diálogos, Toulouse, 145p.
- Le Tourneau F-M., De Mello N. A., Pasquis R., (2006) : *“De l’espace au territoire ? sojiculture, environnement et mouvements indigènes en Amazonie brésilienne.”* in **Territoire et Mondialisation**, UMR “Territoires et Mondialisation dans les pays du Sud” (IRD, ENS), ENS, IRD, Paris pp. 429-451
- Pasquis R., Machado L., Guerra R., (2001) : **Diagnóstico dos modos de ocupação do espaço amazônico**, NAPIAm/SCA/MMA, CIRAD, Brasília-DF, 200 p.
- Saragoussi M., Pasquis R., Zimmermann J., (2005) : *“Amazonie : à la quête d’un développement durable”* in **Revue Tiers Monde**, 11p.
- Vargas G. M., Pasquis R., (2006) : *“Gobernanza y bienes comunes en la Amazonia brasileña”*. In **52e Congrès International des Américanistes**, CIEN 14: Viajes en los terruños de la gobernabilidad: límites e innovaciones en la teoría y la práctica de las políticas ambientales en America Latina. 17- 21 juillet, 2006 - Séville, Espagne, 15 p.
- Weiss J., Van Vliet G., Pasquis R., (2006) : *“Factores que estructuran el diálogo sobre políticas ambientales en la amazonía brasileña.”* in **52e Congrès International des Américanistes**, CIEN 14: Viajes en los terruños de la gobernabilidad: límites e innovaciones en la teoría y la práctica de las políticas ambientales en America Latina. 17- 21 juillet, 2006 - Séville, Espagne, 26 p.